

*Questions orales*

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, j'ai du mal à répondre à cette question, mais je suppose que la réponse est non. Le député signale que le sénateur Packwood est membre du Sénat. C'est vrai. Il représente également un état qui a d'importants intérêts forestiers.

Je suis allé là-bas et j'ai déclaré que nous n'accepterons pas leur version des événements et ne sacrifierons pas nos intérêts forestiers sur ce point. Je l'ai bien stipulé à tous les intéressés, y compris le président Reagan, ce qui explique peut-être en partie les hésitations du sénateur. Toutefois, j'espère qu'il n'en restera pas là et que nous verrons les avantages que ce genre d'entente commerciale représente pour nos deux pays. J'espère qu'il les verra, en tout cas.

## LA QUESTION DES MÉDICAMENTS SANS MARQUE DE COMMERCE

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Le premier ministre peut-il dire à la Chambre si le gouvernement va également s'engager à ne pas céder devant les États-Unis sur la question des médicaments sans marque de commerce, comme il l'a fait dans d'autres secteurs, par exemple l'AEIÉ, qui représente une autre concession en vue de remettre ces entretiens sur la bonne voie, maintenant qu'il s'aperçoit qu'il est sérieusement en difficulté?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je sais que le député exprime un espoir et non une opinion. Il parle de la question des médicaments sans marque de commerce, que la Chambre examinera au moment opportun.

Comme je l'ai dit plus tôt aujourd'hui, si le gouvernement prend position à l'égard d'une question donnée qui touche nos relations bilatérales avec les États-Unis, c'est parce qu'il est convaincu de servir l'intérêt supérieur du pays, comme nous l'avons fait notamment pour le Programme énergétique national. J'ai dit ce matin que bien avant d'avoir l'honneur de devenir député, j'ai déclaré qu'à mon avis, le Programme énergétique national ne valait guère mieux qu'un attentat à main armée perpétré à trois heures du matin dans une station-service, et qu'il fallait le supprimer. C'est ce que notre gouvernement...

**M. Langdon:** Règlement!

**M. Althouse:** Règlement!

**M. Mulroney:** Nous avons supprimé le Programme énergétique national parce que c'était dans notre intérêt et non dans celui des États-Unis.

\* \* \*

## L'AGRICULTURE

## LE COÛT DU CARBURANT AGRICOLE—LA SUPPRESSION DU RABAIS SUR L'ACHAT DE GRANDES QUANTITÉS

**M. Maurice Foster (Algoma):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé. Celui-ci n'ignore pas que sa décision de

réduire les prix initiaux du grain a un effet dévastateur sur l'ouest du Canada. Les frais d'exploitation agricoles ne diminuent pas au Manitoba parce que ce printemps les grandes sociétés pétrolières comme Petro-Canada et Shell ont supprimé un rabais de 8c. le litre sur l'achat de grandes quantités. Le cours mondial du brut a chuté de plus de la moitié, mais le litre de carburant agricole coûte en fait seulement un cent moins cher que l'an dernier.

Le ministre va-t-il retourner demander au cabinet de rétablir les prix initiaux de 1985 pour les céréales et d'enjoindre à Petro-Canada d'accorder à nouveau le rabais de 8c. le litre sur l'achat de grandes quantités, rabais que cette société consentait l'an dernier?

**L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)):** Monsieur le Président, le député soulève plusieurs points dans sa question. D'abord, nous croyons que les prix initiaux sont réalistes compte tenu du cours mondial. Ce n'est pas moi qui les fixe, ni le gouvernement d'ailleurs. Malheureusement, des influences extérieures et indépendantes de notre volonté contribuent à fixer le cours mondial des céréales.

En ce qui concerne le rabais agricole, je dirai au député que je suis moi-même agriculteur et que j'aurais bien aimé bénéficier d'un rabais de 8c. le litre. Je ne connais certes personne qui ait profité d'un rabais pareil. Le rabais en question était plus de l'ordre de 2c. à 3c. le litre. Le député a raison de dire que les rabais ont tous été supprimés. Nous avons tous présenté des instances à ce sujet.

Enfin, le député se trompe lorsqu'il dit que les prix de l'essence n'ont pas baissé car, au Manitoba, le prix du carburant diesel et de l'essence, je crois, a baissé de 10c. le litre environ dans les deux derniers mois.

**M. le Président:** Une brève question supplémentaire.

\* \* \*

## LA BANQUE DU CANADA

## LES AVANCES DE FONDS CONSENTIES AUX BANQUES À CHARTE

**M. Maurice Foster (Algoma):** Monsieur le Président, on entend dire que la Banque du Canada a avancé plus de deux milliards de dollars ces dernières semaines à une banque qui éprouve des difficultés financières. Pourquoi le gouvernement ne peut-il pas consacrer un milliard de dollars à rétablir les prix initiaux du grain de 1985 au bénéfice de plus de 140,000 agriculteurs de l'Ouest?

**L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)):** Monsieur le Président, le député sait pertinemment que la Banque du Canada dispose de liquidités pour intervenir dans le système bancaire et qu'il est absolument déplacé de critiquer cette institution ou de commenter les rumeurs à son sujet. Cela n'a absolument rien à voir avec la question soulevée auprès du ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé.